

La Chausséria.

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2014

Attestation du Rapport financier annuel 2014

Comptes sociaux

Annexe des comptes

Tableau des résultats financiers

Tableau de flux de trésorerie

Rapport de gestion

Attestation Cabinet de SAINT FRONT

Rapports du Commissaire aux Comptes

Mis en ligne le Mercredi 29 Avril 2015

LA CHAUSSERIA

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 830 021 EUROS

SIEGE SOCIAL : 68 Rue de Passy 75016 PARIS

R.C.S. PARIS B 660 800 798

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2014

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Janie PHILIP

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

1

BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : LA CHAUSSERIA SA		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 1 2			
Adresse de l'entreprise 68 RUE DE PASSY 75016 PARIS		Durée de l'exercice précédent * 1 2			
Numéro SIRET* 6 6 0 8 0 0 7 9 8 0 0 8 7 9		Néant <input type="checkbox"/> *			
		Exercice N clos le, 3 1 1 2 2 0 1 4			
		N - 1 (pour information) 3 1 1 2 2 0 1 3			
		Brut 1 Amortissements, provisions 2 Net 3 Net 4			
Capital souscrit non appelé (I) AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement * AB	AC		
		Frais de développement * CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires AF	AG		
		Fonds commercial (1) AH	AI	3 719 581	3 719 581
		Autres immobilisations incorporelles AJ	AK	60 000	53 328
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles AL	AM		6 672
					13 338
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains AN	AO		
		Constructions AP	AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels AR	AS		
		Autres immobilisations corporelles AT	AU	403 350	313 862
		Immobilisations en cours AV	AW		89 488
		Avances et acomptes AX	AY		94 623
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence CS	CT		
		Autres participations CU	CV	102 000	102 000
		Créances rattachées à des participations BB	BC	460 523	460 523
		Autres titres immobilisés BD	BE		
Prêts BF		BG			
Autres immobilisations financières * BH		BI	100 827	89 296	
TOTAL (II) BJ		BK	4 846 281	367 190	4 479 091
ACTIF CIRCULANT	STOCKS*	Matières premières, approvisionnements BL	BM		
		En cours de production de biens BN	BO		
		En cours de production de services BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis BR	BS		
		Marchandises BT	BU	1 318 128	159 981
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes BV	BW		1 158 147
		Clients et comptes rattachés (3)* BX	BY	27 357	4 500
		Autres créances (3) BZ	CA	81 123	22 857
		Capital souscrit et appelé, non versé CB	CC		81 123
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:) CD	CE		
		Disponibilités CF	CG	2 048 975	2 048 975
					1 738 162
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) * CH	CI	53 161	53 161	
	TOTAL (III) CJ	CK	3 528 744	164 481	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) CW				
	Primes de remboursement des obligations (V) CM				
	Écarts de conversion actif * (VI) CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) CO	1A	8 375 025	531 671	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	(3) Part à plus d'un an :	CR	10 994
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :	Créances :		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

2

BILAN - PASSIF avant répartition

N° 2051 2015

Désignation de l'entreprise			LA CHAUSSERIA SA		Néant <input type="checkbox"/> *	
			Exercice N		Exercice N -1 (pour information)	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :)		DA	1 830 021	1 830 021	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,		DB	294 760	294 760	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence	EK	DC			
	Réserve légale (3)		DD	183 003	183 003	
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE			
	Réserves réglementées (3) *	(Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	B1	DF		
	Autres réserves	(Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*	EJ	DG	4 586 124	4 427 354
	Report à nouveau		DH			
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	154 895	158 769	
	Subventions d'investissement		DJ			
	Provisions réglementées *		DK			
	TOTAL (I)		DL	7 048 803	6 893 907	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM			
	Avances conditionnées		DN			
	TOTAL (II)		DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	151 995		
	Provisions pour charges		DQ	74 469	56 301	
	TOTAL (III)		DR	226 464	56 301	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS			
	Autres emprunts obligataires		DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	142	125	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs	EI	DV			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	66 878	67 180	
	Dettes fiscales et sociales		DY	499 749	546 804	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ			
	Autres dettes		EA	1 318	42 231	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB			
TOTAL (IV)		EC	568 087	656 340		
Ecarts de conversion passif *		(V)	ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	7 843 354	7 606 548		
RENVIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2)	Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
			1D			
			1E			
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG			
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

3

COMPTE DE RÉSULTAT DE L' EXERCICE (En liste)

Désignation de l'entreprise : LA CHAUSSERIA SA										Néant <input type="checkbox"/>		*
			Exercice N						Exercice (N-1) (pour information)			
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total					
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *		FA	5 011 237	FB	16 808	FC	5 028 045	5 130 121			
	Production vendue { biens * services*	FD		FE		FF						
		FG		FH		FI						
	Chiffres d'affaires nets*		FJ	5 011 237	FK	16 808	FL	5 028 045	5 130 121			
	Production stockée*						FM					
	Production immobilisée*						FN					
	Subventions d'exploitation						FO					
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)						FP	189 728				
	Autres produits (1) (11)						FQ					
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	5 217 773	5 130 121			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*						FS	1 841 701	2 011 753			
	Variation de stock (marchandises)*						FT	194 942	18 513			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*						FU	112 400	113 236			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV					
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	929 412	872 226			
	Impôts, taxes et versements assimilés*						FX	103 728	84 600			
	Salaires et traitements*						FY	1 193 516	1 301 001			
	Charges sociales (10)						FZ	403 869	486 260			
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions					GA	41 453	42 047			
							GB					
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	159 981	4 622			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	170 163	56 301			
	Autres charges (12)						GE					
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	5 151 165	4 990 559			
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	66 608	139 562			
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)						GH					
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)						GI					
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	21 859				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK					
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	86 709	93 058			
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM					
	Différences positives de change						GN					
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO					
	Total des produits financiers (V)						GP	108 568	93 058			
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*						GQ					
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	503	318			
	Différences négatives de change						GS					
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT					
	Total des charges financières (VI)						GU	503	318			
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	108 065	92 740				
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	174 673	232 302				

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

4

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

Désignation de l'entreprise <u>LA CHAUSSERIA SA</u>					Néant <input type="checkbox"/> *			
					Exercice N		Exercice N-1 (pour information)	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion				HA	3 475	70	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *				HB	33 381		
	Reprises sur provisions et transferts de charges				HC		5 000	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)				HD	36 856	5 070	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)				HE	2 656	2 206	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *				HF	11 305		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)				HH	13 961	2 206	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)					HI	22 895	2 864	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)					HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)					HK	42 673	76 397	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)					HL	5 363 197	5 228 249	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)					HM	5 208 302	5 069 480	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)					HN	154 895	158 769	
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO			
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY			
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG			
	(3)	Dont	- Crédit - bail mobilier *		HP			
			- Crédit - bail immobilier		HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			HX			
	(9)	Dont transferts de charges			A1			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4			
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9						
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :				Exercice N		
					Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N			
				Charges antérieures	Produits antérieurs			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

5

IMMOBILISATIONS

N° 2054 2015

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise : LA CHAUSSERIA SA										Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
						1		2		3		
								Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ		D8		D9	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	3 779 581	KE		KF	
CORPORELLES	Terrains						KG		KH		KI	
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9			KJ		KK		KL	
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1			KM		KN		KO	
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants	M2		KP		KQ		KR	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels						KS		KT		KU	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *				KV	343 672	KW		KX	20 694	
		Matériel de transport *				KY	36 694	KZ		LA	20 263	
		Matériel de bureau et mobilier informatique				LB	18 721	LC		LD		
		Emballages récupérables et divers *				LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours						LH		LI		LJ	
	Avances et acomptes						LK		LL		LM	
	TOTAL III						LN	399 087	LO		LP	40 957
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence						8G		8M		8T
Autres participations						8U	562 523	8V		8W		
Autres titres immobilisés						1P		1R		1S		
Prêts et autres immobilisations financières						1T	89 296	1U		1V	11 531	
TOTAL IV						LQ	651 819	LR		LS	11 531	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						ØG	4 830 487	ØH		ØJ	52 488	
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
				par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence						
				1		2		3		4		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL I		IN	CØ		DØ		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II		IO	LV		LW	3 779 581	IX		
CORPORELLES	Terrains				IP	LX		LY		LZ		
	Constructions	Sur sol propre			IQ	MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui			IR	MD		ME		MF		
		Inst. gales, agencts et am. des constructions			IS	MG		MH		MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				IT	MJ		MK		ML		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencts, aménagements divers				IU	MM		MN	364 367	MO	
		Matériel de transport				IV	MP	36 694	MQ	20 263	MR	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier				IW	MS		MT	18 721	MU	
		Emballages récupérables et divers*				IX	MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours				MY	MZ		NA		NB		
	Avances et acomptes				NC	ND		NE		NF		
	TOTAL III				IY	NG	36 694	NH	403 351	NI		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ	ØU		M7		ØW	
Autres participations				IØ	ØX		ØY	562 523	ØZ			
Autres titres immobilisés				I1	2B		2C		2D			
Prêts et autres immobilisations financières				I2	2E		2F	100 827	2G			
TOTAL IV				I3	NJ		NK	663 350	2H			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				I4	ØK	36 694	ØL	4 846 282	ØM			

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

6

AMORTISSEMENTS

N° 2055 2015

Désignation de l'entreprise LA CHAUSSERIA SA										Néant <input type="checkbox"/> *							
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *															
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice									
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY		EL		EM		EN									
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	46 662	PF	6 666	PG		PH	53 328								
Terrains		PI		PJ		PK		PL									
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ									
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU									
	Inst. générales, agencements et aménagement des constructions	PV		PW		PX		PY									
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ		QA		QB		QC									
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	280 298	QE	21 645	QF		QG	301 943								
	Matériel de transport	QH	21 051	QI	9 397	QJ	25 389	QK	5 059								
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	3 115	QM	3 745	QN		QO	6 860								
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT									
TOTAL III		QU	304 464	QV	34 787	QW	25 389	QX	313 862								
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	351 126	ØP	41 453	ØQ	25 389	ØR	367 190								
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES															
Immobiliations amortissables		DOTATIONS				REPRISES				Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice							
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel					
Frais établissements TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6			
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1			
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8			
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6			
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4			
	Inst.gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2			
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9			
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7			
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5			
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3			
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1			
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8			
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV		NL						NM						NO			
Total général (I + II + III + IV)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV			
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)		NW					Total général non ventilé (NS + NT + NU)		NY					Total général non ventilé (NW - NY)		NZ	
CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *															
		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice									
Frais d'émission d'emprunt à étaler						Z9		Z8									
Primes de remboursement des obligations						SP		SR									

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice N° 2032

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4
Désignation de l'entreprise <u>LA CHAUSSERIA SA</u>		Néant <input type="checkbox"/> *			
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992*	IA	IB	IC	ID
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992*	IE	IF	IG	IH
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR
	TOTAL I	3Z	TS	TT	TU
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations*	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y	
TOTAL II	5Z	TV	TW	TX	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières (1)*	6A	6B	6C	6D
		6E	6F	6G	6H
		Ø2	Ø3	Ø4	Ø5
		9U	9V	9W	9X
		Ø6	Ø7	Ø8	Ø9
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6X	6Y	6Z	7A
	TOTAL III	7B	TY	TZ	UA
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	UB	UC	UD
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles	UE	UF			
	UG	UH			
	UJ	UK			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.					10
(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.					
NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.					

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

8

**ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET
DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ***

N° 2057 2015

Désignation de l'entreprise : <u>LA CHAUSSERIA SA</u>										Néant <input type="checkbox"/> *				
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES				Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3				
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				UL	460 523		UM			UN	460 523		
	Prêts (1) (2)				UP			UR			US			
	Autres immobilisations financières				UT	100 827		UV			UW	100 827		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				VA	5 497				5 497				
	Autres créances clients				UX	21 859		21 859						
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)				ZI									
	Personnel et comptes rattachés				UY	3 800		3 800						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				UZ									
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			VM	15 030		15 030						
		Taxe sur la valeur ajoutée			VB									
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			VN									
		Divers			VP	62 293		62 293						
	Groupe et associés (2)				VC									
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)				VR									
	Charges constatées d'avance				VS	53 161		53 161		5 497				
	TOTAUX				VT	722 990		VU	156 143		VV	572 344		
	RENOIS	(1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice			VD								
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			VE											
(2)		Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				VF								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES				Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4		
Emprunts obligataires convertibles (1)				7Y										
Autres emprunts obligataires (1)				7Z										
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine			VG										
	à plus d'1 an à l'origine			VH	142		142							
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				8A										
Fournisseurs et comptes rattachés				8B	66 878		66 878							
Personnel et comptes rattachés				8C	201 149		201 149							
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				8D	157 005		157 005							
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			8E										
	Taxe sur la valeur ajoutée			VW	80 360		80 360							
	Obligations cautionnées			VX										
	Autres impôts, taxes et assimilés			VQ	61 235		61 235							
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				8J										
Groupe et associés (2)				VI	1 318		1 318							
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)				8K										
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie*				ZZ										
Produits constatés d'avance				8L										
TOTAUX				VY	568 087		VZ	568 087						
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice			VJ			(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques			VL		
		Emprunts remboursés en cours d'exercice			VK			* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032						

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

N° 2058-A 2015

Désignation de l'entreprise : LA CHAUSSERIA SA						Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice N, clos le :								
								3	1	1	2	2	0	1	4	
I. RÉINTÉGRATIONS						BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE										
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR) { de l'exploitant ou des associés de son conjoint				moins part déductible *				à réintégrer :		WA	154 895				
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)		WD			Amortissements excédentaires (art.39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		WE			WB					
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)		WF			Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)		WG			WC					
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)		WI	175 187		Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf 2067-BIS)		XX			XE					
	Amendes et pénalités		WJ	635		Charges financières (art. 212 bis)*		XZ			XW	175 822				
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI *										XY	1 436				
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)										I7	42 673				
	Quote-part Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL			Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7			K7					
RÉGIMES D'IMPOSITION PARTICULIERS ET IMPOSITIONS DIFFÉRÉES	Moins-values nettes à long terme { - imposées aux taux de 15% ou de 19% (16% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées aux taux de 0 %										I8					
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* { - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions										ZN					
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)										WN					
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *		Intérêts excédentaires (art.39-1-3e et 212 du C.G.I.)	SU			Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW			WO						
		Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX			Quote-part de 12% des plus-values à taux zéro	M8			XR						
										WR	374 826					
II. DÉDUCTIONS						PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE										
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.*												WS				
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)												WT				
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme { - imposées au taux de 15 % (16% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 % - imposées au taux de 19 % - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs										WU	163 549				
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %										WV					
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*										WH					
	Régime des sociétés mères et des filiales* (Quote-part des frais et charges restant imposable à Produire net des actions et parts d'intérêts : (déduire des produits nets de participation										WP					
											WW					
Mesures d'incitation	Deduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.										XB					
	Majoration d'amortissement*										I6					
	* Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)		K9			Entreprises nouvelles 44 sexies		L2			WZ					
	Pôle de compétitivité (art. 44 undecies)		L6			Société investissements immobiliers cotées (art. 209C)		K3			XA					
	Zone franche urbaine (art.44 octies et octies A)		ØV			Bassin d'emploi à redynamiser (art.44 duodecies)		IF			ZY					
										XD						
										XF						
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)										XS						
Deductions diverses à détailler sur feuillet séparé						Crédance dégagee par le report en arriere de deficit		ZI			XG	62 293				
III. RÉSULTAT FISCAL										TOTAL II		XH	225 842			
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : { bénéfice (I moins II) déficit (II moins I)								XI	148 984							
Déficit de l'exercice reporté en arriere (entreprises à l'IS) *								ZL			XJ					
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) *											XL					
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)								XN	148 984		XO					

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

10

**DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER
ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

N° 2058-B 2015

Désignation de l'entreprise <u>LA CHAUSSERIA SA</u>			Néant <input type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS				
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)			K5	
Déficits reportables (différence K4 - K5)			K6	
Déficit de l'exercice (tableau 2058A, ligne XO)			YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)			YK	
II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES				
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis A1. 1er du CGI, dotations de l'exercice			ZT	46 679
III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT				
(à détailler sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis A1. 2 du CGI *		ZV	88 638	ZW 94 605
Provisions pour risques et charges *				
INDEMNITE FIN DE CARRIERE	8X	74 469	8Y	56 301
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
CONTRIBUTION SOLIDARITE	9D	8 045	9E	8 208
1 % CONSTRUCTION	9F	5 488	9G	5 950
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)		YN	176 640	YO 165 064
à reporter au tableau 2058-A :		▼		▼
		ligne WI		ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS
 art. L3113-1 du Code des Transports (case à cocher)

XU

☐

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

11

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

N° 2058-C 2015

Désignation de l'entreprise LA CHAUSSERIA SA										Néant <input type="checkbox"/> *	
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC		AFFECTATIONS	Affectations aux réserves	{ - Réserves légales - Autres réserves	ZB				
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	158 769		Dividendes		ZD	158 769			
	Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZE					
					Report à nouveau	ZF					
	TOTAL I	ØF	158 769		(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) TOTAL II	ZG					
							ZH	158 769			
DISTRIBUTIONS (Article 235 ter ZCA)											
Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235ter ZCA au titre de l'exercice								XV			
RENSEIGNEMENTS DIVERS											
					Exercice N :		N-1 (pour information)				
ENGAGEMENTS	— Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail)			J7		YQ					
	— Engagements de crédit-bail immobilier					YR					
	— Effets portés à l'escompte et non échus					YS					
DETAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNNES	— Sous-traitance					YT					
	— Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois)			J8		XQ	552 051	548 980			
	— Personnel extérieur à l'entreprise					YU					
	— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)					SS	15 432	10 000			
	— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages					YV					
	— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles)			ES		ST	361 929	313 246			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052					ZJ	929 412	872 226			
IMPÔTS ET TAXES	— Taxe professionnelle*, CFE, CVAE					YW	44 238	30 853			
	— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)			ZS		9Z	59 540	53 747			
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052					YX	103 778	84 600			
T.V.A.	— Montant de la T.V.A. collectée					YY	1 002 248	1 002 861			
	— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations					YZ	174 455	155 894			
DIVERS	— Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS1 ou modèle 2460 de 2013)*					ØB	1 219 485	1 322 345			
	— Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition*					ØS					
	— Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis : ; handicapés : ;)					YP	44	44			
	— Effectif affecté à l'activité artisanale					RL					
	— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *					ZK	%	%			
— Numéro de centre de gestion agréé*			XP			Filiales et participations: (Liste au 2059-GS ou cocher 1 si oui sinon 0) ZR					
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.			JA		Plus-values à 15%	JK				
						Plus-values à 19%	JM				
	Groupe : résultat d'ensemble.			JD		Plus-values à 15%	JN				
						Plus-values à 19%	JP				
						Imputations	JF				
Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale			JH	0	N° SIRET de la société mère du groupe			JJ			

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe)

16

**DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE
PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE**

N° 2059-E 2015

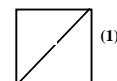
Désignation de l'entreprise : <u>LA CHAUSSERIA SA</u>				Néant <input type="checkbox"/> *	
Exercice ouvert le : <u>01012014</u>et clos le : <u>31122014</u>				Durée en nombre de mois <u>1</u> <u>2</u>	
I - Production de l'entreprise					
Ventes de marchandises	OA	5 028 045			
Production vendue - Biens	OB				
Production vendue - Services	OC				
Production stockée	OD				
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE				
Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère commercial	OF				
Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OH				
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI				
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK				
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL				
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT				
TOTAL 1	OM	5 028 045			
II - Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)					
Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	1 841 701			
Variation de stocks (marchandises)	OO	194 942			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	112 400			
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ				
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	929 412			
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	OS				
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU				
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OW				
Abandons de créances à caractère commercial	OX				
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisation corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY				
Taxes sur le C.A. autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ				
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9				
TOTAL 2	OJ	3 078 455			
III - Valeur ajoutée produite					
Calcul de la Valeur Ajoutée	TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	1 949 590		
IV - Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises					
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1329 et la 1330-CVAE)	SA	1 949 590			
Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n°1330-CVAE), alors compléter le cadre ci-dessous. Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n°1330-CVAE.					
Mono établissement au sens de la CVAE (cocher la case)	EV				
Chiffre d'affaires de référence CVAE	GX				
Période de référence	GY	du		GZ	au
Date de cessation				HR	
Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).					
(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.					
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032					

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

N° 2059-F 2015

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10% du capital de la société)Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 3 1 1 2 2 0 1 4

N° SIRET 6 6 0 8 0 0 7 9 8 0 0 8 7 9

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE LA CHAUSSERIA SA

ADRESSE (voie) 68 RUE DE PASSY

CODE POSTAL 75016

VILLE PARIS

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SA Dénomination PUEYO
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention 55 Nb de parts ou actions 264300
 Adresse : N° 46 Voie RUE SAINT JACQUES
 Code Postal 13006 Commune MARSEILLE Pays FR

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) MLE Nom patronymique PHILIP Prénom(s) VIRGINIE
 Nom marital % de détention 15 Nb de parts ou actions 73547
 Naissance : Date 11051976 N° Département Commune Pays
 Adresse : N° Voie VALON DE L'AURIOL
 Code Postal 13007 Commune MARSEILLE Pays FR

Titre (2) MME Nom patronymique MOUILLAS Prénom(s) JANIE
 Nom marital PHILIP % de détention 7,5 Nb de parts ou actions 36974
 Naissance : Date 03091946 N° Département Commune Pays
 Adresse : N° 12 Voie QUAI DES CELESTINS
 Code Postal 75004 Commune PARIS Pays FR

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Désignation de l'entreprise LA CHAUSSERIA SA

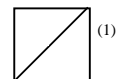
II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)	M	Nom patronymique	GUILLOSSON	Prénom(s)	JEAN YVES
Nom marital		% de détention	7,5	Nb de parts ou actions	36973
Naissance : Date	16031941	N° Département		Commune	
Adresse : N°	109	Voie	BOULEVARD MEILLAND		
Code Postal	06160	Commune	ANTIBES	Pays	FR
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	
Titre (2)		Nom patronymique		Prénom(s)	
Nom marital		% de détention		Nb de parts ou actions	
Naissance : Date		N° Département		Commune	
Adresse : N°		Voie			
Code Postal		Commune		Pays	

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

N° 2059-G 2015

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10% du capital)

(1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 3 1 1 2 2 0 1 4

N° SIRET 6 6 0 8 0 0 7 9 8 0 0 8 7 9

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE LA CHAUSSERIA SA

ADRESSE (voie) 68 RUE DE PASSY

CODE POSTAL 75016

VILLE PARIS

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique	SRL	Dénomination	ESMERALDA
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	51
Adresse : N°		Voie	
Code Postal	3700	Commune	SAO JOAO DA MADEIRA
		Pays	PT
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE DES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2014

I – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) hors frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 Décembre 1964 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|------------------------------------------------|------------|
| - immobilisations incorporelles (droit entrée) | 9 ans |
| - constructions | 20 ans |
| - installations techniques | 5 à 10 ans |
| - matériel et outillage industriels | 5 à 10 ans |
| - matériel de transport | 5 ans |
| - matériel et mobilier de bureau | 5 ans |

En application des règlements CRC n° 2002-10 et 2004-06, notre entreprise n'a pas identifié de composants autres que ceux qui figurent déjà dans ses immobilisations. De même, aucune valeur résiduelle identifiable et/ou chiffrable ne peut être attribuée aux immobilisations dans l'état actuel de nos connaissances, notre société n'ayant pas une stratégie de revente régulière de ses biens et matériels. Enfin, les durées d'utilité antérieurement retenues et objectivement conformes aux usages professionnellement reconnus n'ont pas été modifiées.

b) Immobilisations incorporelles

Concernant la valeur des éléments incorporels figurant à l'actif du bilan, aucun indice permettant de considérer une perte notable de leur valeur n'a été détecté et, dès lors, aucune dépréciation n'a été faite dans les comptes arrêtés au 31 DECEMBRE 2014.

Etant précisé que nos fonds de commerce ont été acquis :

- 3 magasins avant 1980
- 6 magasins, entre 1981 et 1994
- 1 magasin BORDEAUX en 2006 pour la somme de 350 000 €
- 1 magasin TOULON en 2006 pour la somme de 60 000 € (droit d'entrée)
- 1 magasin LYON CENTRE en 2008 pour la somme de 460 000 €

En 2012, nous avons acquis :

- 1 magasin MARSEILLE
- 1 magasin BORDEAUX (Ste Catherine)
- 1 magasin AIX EN PROVENCE
- 1 magasin ANTIBES
- 1 magasin à PARIS, rue Soufflot (non encore ouvert à ce jour, car nous attendons la réponse des copropriétaires de l'immeuble qui doivent nous donner l'autorisation pour l'achat de la loge de la concierge, ce qui nous permettra d'avoir un grand magasin dans cette rue prestigieuse)

En Décembre 2014, ouverture d'1 magasin à PERPIGNAN (sans achat de fonds de commerce)

Les éléments incorporels figurant au poste fond commercial se décomposent de la façon suivante :

- prix d'acquisition du droit au bail de 3 magasins avant 1980	277 152
- prix Marque	282 000
- prix d'acquisition du droit au bail de 8 magasins	1 770 429
- prix d'acquisition du droit au bail des 5 magasins achetés en 2012	1 390 000

TOTAL ***3 719 581***

c) Autres immobilisations incorporelles

- droit d'entrée TOULON	60 000
-------------------------	--------

TOTAL ***3 779 581***

STOCKS :

Les stocks de marchandises ont été évalués au dernier prix d'achat facturé par les fournisseurs.

Les frais accessoires d'achat n'ont pas été incorporés dans la valeur d'inventaire, étant comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature, leur montant n'étant pas significatif.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus, et la valeur de réalisation probable a été effectuée lorsque le prix d'achat est supérieur au prix de vente H.T.

CREANCES ET DETTES : Elles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

DISPONIBILITE : Les liquidités en banque et caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ACHATS : Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 475
--------------------------------------------------------	-------

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Divers.....	1 220
-------------	-------

METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION : Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II – COMPLEMENTS D'INFORMATIONS :

II – 1- Engagements financiers : Néant

II – 2 Composition du Capital

Le Capital d'élève à 1 830 021 euros représenté par 480 166 actions de 3.81 euros.

II – 3 Rémunérations allouées aux dirigeants en raison de leurs fonctions :

Organes d'administration : Madame PHILIP Janie – Administrateur et PDG – 62 000 €
(salaire brut 2014 + Prime 2013)

Melle PHILIP Virginie – Administrateur – 113 340 €
(salaire brut 2014 + Prime 2013)

Un complément de rémunération de 51 000 € brut au total a été provisionné à la fin de l'exercice, pour ces deux administrateurs. Cette somme sera versée au cours de l'année 2015.

II – 4 Ventilation de l'effectif au 31.12.2013

* Cadres (y compris Gérants Magasins)	7
* Employés	37
	44

II – 5 Accroissement ou allègement de la Charge Fiscale future

Effet du mouvement des provisions réglementées sur le résultat et sur la charge fiscale future :
néant

ELEMENTS ENTRAINANT UN ALLEGEMENT DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

ALLEGEMENT FUTUR DE LA BASE DE L'IMPOT	
Congés payés + Charges	88 638
Contribution solidarité	8 045
1% Construction	5 488
Indemnité de fin de carrière	74 469

II – 6 Provision Indemnité de fin de carrière

Celle-ci a été provisionnée, pour la première fois en 2013, pour un montant de 56 301 €, pour l'année 2014, elle s'élève à 74 469 €.

Les droits acquis par les salariés ayant atteint l'âge de 50 ans au 31/12/2014 ont été calculés conformément à la Convention Collective du Commerce Succursaliste de la Chaussure.

II – 7 -1 Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 10 000 € Hors Taxes.

II – 8 DIF

Le nombre d'heures relatif au DIF non utilisé par le personnel s'élève à 4 080 heures au 31/12/2014.

III – AUTRES INFORMATIONS :

III – 1 Comptes de régularisation

Salaires à payer	97 650
Congés payés	100 235
Charges sociales à payer	157 005
Impôt Société	15 030
Impôts et Taxes à payer	61 236
TVA Décembre	80 360
Fournisseurs Factures non parvenues	26 700

Le montant du Crédit d'Impôt CICE s'élève à 62 293 €.

III – 2 Information sur la Société de fabrication ESMERALDA au Portugal (notre participation : 51% du Capital)

Au cours de l'exercice en cours, celle-ci a réalisé un Chiffre d'Affaires de 1 296 554 €, et un résultat net d'environ 7 000 € après 85 678 € d'amortissements.

III – 3 Partie liée

Partie liée	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions conclues avec la partie liée	Autres informations
ESMERALDA	Filiale	460 523,04 €	Prêt sans intérêt, remboursable à compter de 2015

IV – Informations sur l'exercice en cours 2015

Nous prévoyons pour l'année 2015 un chiffre d'affaires en perte de 9 % soit environ 4,7 millions d'euros, avec une perte d'environ 100 000 €.

D'ores et déjà, le Chiffre d'Affaires de Janvier 2015 ressort à – 10 % par rapport à celui de Janvier 2014.

SOCIETE LA CHAUSSERIA

S.A. au Capital de 1 830 021 Euros

Siège Social : 68 Rue de Passy - 75016 PARIS

SIRET : 660 800 798 01 125

TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE**(Art.133, 135 et 148 du DECRET sur les sociétés commerciales)****(En Euros)**

NATURE DES INDICATIONS	2010	2011	2012	2013	2014
<u>I - SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE</u>					
a) Capital Social	1 830 021	1 830 021	1 830 021	1 830 021	1 830 021
b) Nombre d'actions émises	480 166	480 166	480 166	480 166	480 166
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
<u>II - RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTUEES</u>					
a) Chiffre d'Affaires Hors Taxes	4 635 838	4 746 393	5 054 045	5 130 121	5 028 045
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	362 197	314 669	581 695	338 136	221 531
c) Impôts sur les bénéfices	95 978	90 205	175 650	76 397	42 673
d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	195 680	194 125	360 328	158 769	154 895
e) Montant des bénéfices distribués (1)					
<u>III - RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION</u>					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,55	0,47	0,85	0,55	0,37
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,41	0,40	0,75	0,33	0,32
c) Dividende versé à chaque action (2)					
<u>IV - PERSONNEL</u>					
a) Nombre de salariés	40	40	46	46	44
b) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	394 643	442 937	487 671	486 260	403 869
c) Montant de la masse salariale	1 029 193	1 195 345	1 232 067	1 322 345	1 219 485

(1) Pour l'exercice dont les comptes seront soumis à l'Assemblée Générale des Actionnaires, indiquer le montant des bénéfices dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration, le Directoire ou les Gérants.

(2) Si le montant des actions a varié au cours de la période de références, il y aura lieu d'adapter les résultats indiqués et de rappeler les opérations ayant modifié le montant du Capital.

SOCIETE LA CHAUSSERIA

S.A. au Capital de 1 830 021 euros

Siège Social : 68 Rue de Passy - 75016 PARIS

SIRET : 660 800 798 01257

R.C.S.Paris B 660 800 798

LA CHAUSSERIA**Tableau de flux de trésorerie
(en euros)**

	Exercice 2014	Exercice 2013
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	154 895	158 769
Elimination des charges et produits sans incidence		
Sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	211 616	98 348
Variation des impôts différés		
Plus values de cession, nettes d'impôt		
Marge brute d'autofinancement	366 511	257 117
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	14 533	144 474
Flux net de trésorerie généré par l'activité	351 978	112 643
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisation	-52 488	-579 125
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	11 305	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-41 183	-579 125
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Emissions d'emprunts et avances conditionnés		
Remboursements d'emprunts et avances conditionnés		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		
Variation de trésorerie	310 795	-466 482
Trésorerie d'ouverture	1 738 037	2 204 519
Trésorerie de clôture	2 048 833	1 738 037

LA CHAUSSERIA
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 830 021 EUROS
SIEGE : 68 RUE DE PASSY
75016 PARIS
RCS PARIS B 660 800 798

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Autres			Total Situation Nette
					Ecarts de conversion	Ecarts de réévaluation	Titres en auto-contrôle	
CAPITAUX PROPRES N-2 (2012)	1 830 021	294 760	4 250 029	360 328				6 735 138
Affectation en réserves Distributions de dividendes			360 328	-360 328				
RESULTAT N-1 (2013)				158 769				158 769
CAPITAUX PROPRES N-1 (2013)	1 830 021	294 760	4 610 357	158 769				6 893 907
Affectation en réserves Distributions de dividendes Variation de capital			158 769	-158 769				
RESULTAT N (2014)				154 895				154 895
CAPITAUX PROPRES N (2014)	1 830 021	294 760	4 769 126	154 895				7 048 802

Tableau synthétique des engagements hors bilan (2014)
NEANT

Tableau des mouvements immobilisations et amortissements (2014)
(en euros)

	Mouvements 2014			Total Valeur nette au 31/12/2014
	Soldes au 01/01/2014	Augmentation	Résultats Diminution	
Immobilisations	4 830 487	52 488	36 694	4 846 281
Amortissements	351 126	41 453	25 389	367 190
A déduire				
Valeur nette	4 479 361	11 035	11 305	4 479 091

LA CHAUSSERIA
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 830 021 EUROS
SIEGE SOCIAL : 68 Rue de Passy 75016 PARIS
R.C.S. PARIS B 660 800 798

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2015**

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle pour vous rendre compte de l'activité de la Société durant l'exercice social écoulé (01 JANVIER 2014 au 31 DECEMBRE 2014) et pour soumettre, à votre approbation, les comptes dudit exercice.

Votre Commissaire aux comptes vous donnera, dans son rapport, toutes les informations, quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport, est annexé, conformément à l'article R-225-102 du Code de Commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou à celui des méthodes d'évaluation par rapport à ceux de l'exercice précédent.

SITUATION ET ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Au cours de cet exercice social, nous avons réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 5 028 045 € contre 5 130 121 € pour l'exercice précédent, ce qui représente une diminution du chiffre d'affaires de l'ordre de 2 % ; alors que nous avions prévu une baisse de l'ordre de 7% de notre chiffre d'affaires, mais la conjoncture économique de l'année 2014, notamment au 4^{ème} trimestre, a été très mauvaise.

Le résultat courant avant impôt d'exploitation 2014 est positif de 326 668 € contre un résultat de 232 302 € au 31/12/2013.

En conséquence, après déduction de toutes charges, impôts et amortissements, notre résultat se solde par un bénéfice de 154 895 € contre 158 769 € en 2013.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

La Société ESMERALDA a réalisé un chiffre d'Affaires de 1 296 554 € pour l'exercice 2014, et un résultat net d'environ 7 000 € après 85 678 € d'amortissements environ.

Dès 2015, comme prévu, la Société ESMERALDA va commencer à rembourser le prêt qui nous lui avons consenti pour acheter les murs et le matériel de l'usine.

PREVISIONS ET PLAN POUR L'ANNEE 2015

A ce jour, nous exploitons 17 boutiques ; la nouvelle boutique à PARIS – Rue Soufflot (achat effectué en Décembre 2012) n'a pas encore été ouverte car nous attendons la réponse des copropriétaires de l'immeuble qui doivent nous donner l'autorisation pour l'achat de la loge de la concierge, nous possédons donc :

- 5 magasins à PARIS – *Effectif de 9 salariées réparties sur les 4 magasins en activité*
- 3 magasins à LYON – *Effectif de 7 salariées*
- 1 magasin à NANTES – *Effectif de 2 salariées*
- 1 magasin à MONTPELLIER – *Effectif de 2 salariées*
- 2 magasins à AIX EN PROVENCE (Rue Bédarrides – Rue Nazareth) – *Effectif de 3 salariées*
- 2 magasins à BORDEAUX (Place Gambetta – Rue Sainte Catherine) – *Effectif de 4 salariés*

- 1 magasin à TOULON – *Effectif de 3 salariées*
- 1 magasin à ANTIBES – *Effectif de 3 salariées*
- 1 magasin à MARSEILLE – *Effectif de 2 salariées*

En Décembre 2014, ouverture d'1 magasin à PERPIGNAN (sans achat de fonds de commerce) - *Effectif de 2 salariées*

Nous prévoyons pour l'année 2015, un chiffre d'affaires en perte de 8 % soit environ 4,7 millions d'euros, avec une perte d'environ 100 000 €.

Pour le 1^{er} trimestre 2015, notre perte de chiffre d'Affaires est de 9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014.

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'article L-233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application de l'article L-233-7 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital social à la clôture de l'exercice.

Personnes possédant plus de 5 % du capital :

Madame Janie PHILIP
Monsieur Jean Yves GUILLOSSON

Personnes possédant plus de 10 % du capital :

Mademoiselle Virginie PHILIP

Personne possédant plus de la moitié du capital :

Société PUEYO

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 154 895 € au poste « autres réserves »

DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

INFORMATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION RSE :

Conformément aux dispositions des articles L.225-102-1 et R.225-104 à R.225-105-2 du Code du Commerce relatives aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale, environnementale et sociétale, ces données font partie intégrante du Rapport de Gestion.

Ces informations ne concernent que l'activité de vente de chaussures.

Elles font l'objet d'une attestation de présence de toutes les informations prévues par l'article R.225-105-2 du Code du Commerce et un avis motivé sur la sincérité des informations.

Emploi :

Notre Société compte un effectif de 44 salariés (7 cadres – 37 employés / 40 femmes – 4 hommes /moyenne d'âge 46 ans) dont la majorité a plus de 10 ans d'ancienneté.

Outre la répartition par boutique (page 3), le service entretien a un effectif de 2 salariés, le service administratif 2 employées et la Direction/Inspection 2 personnes.

La Société a procédé à 6 embauches de CDD pour des périodes d'accroissement d'activité (soldes....) principalement des étudiantes ; elle n'a procédé à aucun licenciement.

La rémunération et la classification du personnel Cadre et non Cadre s'appliquent suivant notre Convention Collective, et évoluent suivant les avenants.

Suivant les résultats en fin d'exercice, une prime de résultat est attribuée à tout le personnel ; une prime sur Chiffre d'Affaires est attribuée si le Chiffre d'Affaires de la boutique a subi une augmentation.

Organisation du temps de travail :

La durée hebdomadaire est de 35 heures ; les salariés peuvent être amenés à effectuer les heures supplémentaires, en période de soldes.....

Absentéisme :

Les absences sont signalées et justifiées au moment à la Direction, et mentionnées sur les feuilles de pointages mensuelles.

En 2014 et de manière générale, le nombre d'absences n'est pas significatif.

Organisation du dialogue social :

Le dialogue est permanent avec le Direction compte tenu du peu d'effectif, et la proximité entre les salariés et la Direction.

Accords collectifs, Accords signés avec les organisations syndicales :

En 2000, un accord avait été signé pour le passage aux 35 heures ; compte tenu de son effectif inférieur à 50 salariés, la Société n'a pas de Comité d'Entreprise.

Conditions de travail :

- Des plannings aménagés au mieux après concertation avec le personnel, horaires adaptés suivant la situation familiale,
- Visite médicale tous 2 ans fixée par la Médecine du Travail
- Aménagements et outils de travail les mieux adaptés afin de minimiser les risques d'accident du travail ; depuis 5 ans, un seul accident du travail été enregistré en 2014, nécessitant 15 jours d'arrêt de travail (chute dans l'escalier)
- Différents contrôles règlementaires sont effectués notamment par la SOCOTEC, SICLI

Il n'y a pas d'éléments directs de l'activité qui puissent entraîner des problèmes de santé et de sécurité au travail.

Formation :

Les demandes de formation formulées par le personnel sont réalisées auprès des organismes comme l'AGEFOS ou le FORCO. En 2014, une formation en Allemand a été faite pour 22 heures.

Mesures prises en faveur de l'égalité hommes/femmes – Politique de lutte contre les discriminations

Au sein de la Société, il n'existe pas de discriminations en matière d'emploi et de profession.

A l'embauche, l'expérience est privilégiée dans la Société ; les salariés sont d'origines diverses.

Il n'y a pas de différence de rémunération entre les hommes et les femmes, à postes identiques.

Mesures prises en faveur de l'emploi des handicapés :

Compte tenu de son effectif par magasin, la Société n'est pas soumise à une obligation légale en matière d'emploi et d'insertion des personnes handicapées.

Respect de la liberté d'association, de négociation :

La liberté d'association et le droit de négociation collective peuvent être exercés par les salariés, toutefois le dialogue permanent avec la Direction permet d'aborder tous les sujets.

Elimination du travail forcé / Abolition effective du travail des enfants :

La Société n'est pas confrontée à ces deux sujets.

Politique environnementale :

Malgré les faibles impacts directs sur l'environnement de l'activité de vente de chaussures, la Direction est sensible sur ce sujet et cherche à les réduire. Depuis plus de 5 ans, nous avons remplacé les sacs plastiques par des sacs papiers.

Des consignes sont passées aux salariés pour éviter le gaspillage de l'eau et l'électricité, et pour le tri des déchets dans les magasins.

La Société n'a pas fait de provisions ni délivré de garanties pour risques environnementales.

Pollution et gestion des déchets / Mesures de préventions/Prise en compte des nuisances :

Très peu concernée, en raison de son activité.

Des cartons sont réutilisés pour les transferts de chaussures d'un magasin à un autre, et certains inutilisables sont triés pour être recyclés.

Lors des rénovations de magasins, les entreprises qui réalisent ces travaux, prennent toutes les mesures réglementaires relatives à la gestion des déchets, et le respect des heures autorisées (notamment dans les centres commerciaux).

Utilisation durable des ressources /Consommation d'eau –matières premières – énergie :

Chaque boutique possède un compteur EDF et un compteur d'eau (quelques-uns sont facturés dans les charges locatives). Les consommations sont surveillées par la Direction, et font l'objet de recherche en cas de consommation excessive.

Les consommations ne sont pas élevées par magasin - entre 150 et 2000 kWh sur une période de 2 mois, et 2 m³ d'eau pour 4 mois

La Société n'achète pas directement de matières premières ; elle achète ses produits finis en Europe, les sacs papiers en Espagne et les boîtes au Portugal.

Les magasins étant implantés en ville, la Société n'est pas concernée par l'utilisation des sols.

Changements climatiques / Protection de la biodiversité :

La Société n'est pas concernée en raison de son activité.

Impact territorial :

Sur l'emploi et le développement régional / Sur les populations riveraines ou locales :

Il ne peut pas y avoir un impact en raison de son effectif par magasin et de son activité.

Relations parties prenantes / Conditions de dialogue :

Les informations financières sont publiées périodiquement sur le site de la Société ainsi qu'auprès de l'AMF ; ceci, permet à nos actionnaires, nos banques, nos fournisseurs d'obtenir certains renseignements nécessaires afin de les conforter sur la situation de la Société.

Les relations avec nos fournisseurs sont construites dans la durée.

La Société reste à l'écoute de tout intervenant, et prend en compte toutes les demandes de ses clients.

Actions de partenariat ou de mécénat :

Aucun engagement n'a été pris par la Société.

Sous-traitance et fournisseurs :

La Société possède une participation majoritaire (51%) dans son usine ESMERALDA au PORTUGAL dans laquelle les directives sont appliquées.

Nos fournisseurs respectent les lois et règlements notamment ceux relevant de leur responsabilité sociale et environnementale.

Tous nos achats sont effectués en Europe ; les chaussures sont de fabrication européenne.

Loyauté des pratiques :

Actions engagées pour prévenir la corruption :

Les propositions d'achats ou de vente de fonds de commerce sont étudiées par la Direction ; les prix sont étudiés par rapport aux prix sur le Marché de l'immobilier.

Les travaux à effectuer dans les boutiques font l'objet de demandes de devis, afin de comparer les prix, les prestations, les délais de réalisation, et sont validés par la Direction.

Les petits travaux sont effectués par nos agents d'entretiens affectés à la maintenance des magasins.

Les caisses des magasins font l'objet d'un double contrôle journalier (informatique et papier) et d'une saisie hebdomadaire par le service comptable.

Les inventaires « chaussures » et « accessoires » sont effectués fréquemment, dont certains en présence des Commissaires aux Comptes.

Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurisation des consommateurs :

Les consommateurs directs sont les clients.

Les chaussures sont de fabrication européenne et respectent donc la réglementation européenne en vigueur.

Autres actions en faveur des droits de l'homme :

Aucune autre action n'est réalisée.

INFORMATIONS SUR LES CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES ((article 39-4 du C.G.I)

La Société n'a pas supporté, au cours de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 2014, de dépenses et charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés et visées à l'article 39-4 du Code Général des impôts.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENTS

- Notre Société n'a pas recours au crédit Fournisseur,
- Elle paie les loyers des magasins d'avance (les loyers sont appelés par trimestre et ils sont payés dès les premiers jours du trimestre)
- Les fournisseurs sont payés comptant dès la livraison avec un escompte.

	Délais < 30 j	Délais 30 j à 45 j	Délais 45 j à 60 j
2014	40 177,80	0	0
2013	26 352,71	0	0

INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX (article L-225-104-1 du Code du Commerce)

I- Mandats des Administrateurs :

Aucun mandat n'est arrivé à expiration.

II-Liste des fonctions des mandataires sociaux dans d'autres Sociétés :

La liste des fonctions des mandataires sociaux dans d'autres Sociétés figure en annexe I du présent rapport.

III-Rémunération des mandataires sociaux au cours de l'exercice 2014 :

Les informations relatives aux rémunérations perçues par les mandataires sociaux, au cours de l'exercice 2014, figurent en annexe II du présent rapport.

INFORMATIONS RELATIVES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Aucun mandat n'est arrivé à expiration.

RESOLUTIONS – QUITUS

Nous vous demandons de bien vouloir approuver, par votre vote, le texte des résolutions qui vous sont proposées, et donner quitus aux Administrateurs de l'exécution de leur mandat pendant l'exercice écoulé.

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
Janie PHILIP



**ANNEXE I DU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2015**

**LISTE DES FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX DANS
D'AUTRES SOCIETES**

Mme Janie PHILIP Administrateur et Président Directeur Général de la S.A. PUEYO

Administrateur et Président Directeur Général de la S.A. CHAPEAUX DE
FRANCE

Gérante de la Société MIK PRESSING

Gérante de la Société AIXOISE DE PRESSING

Gérante de la S.A.R.L. LA BAIE DOREE

Gérante de la SCI DU LANGUEDOC

Gérante de la SCI DU PERCHE

Melle Virginie PHILIP Administrateur de la S.A. PUEYO

Administrateur de la S.A. CHAPEAUX DE FRANCE

**ANNEXE II DU RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2015**

**REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX AU COURS DE
L'EXERCICE 2014**

Mme Janie PHILIP – Administrateur et Président Directeur Général : 62 000 € (salaire brut 2014 + Prime 2013)

Melle Hélène GUILLOSSON – Administrateur : néant

Melle Virginie PHILIP – Administrateur – 113 340 € (salaire brut 2014 + Prime 2013)



SARL Cabinet DE SAINT FRONT
AUDIT RSE
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

LA CHAUSSERIA
68 rue de Passy 75016 PARIS

Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 31/12/2014.

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant (Cabinet de Saint Front ; Accréditation Cofrac Inspection, n°3-1055, liste des implantations et portée disponibles sous www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées de la société LA CHAUSSERIA présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession inséré dans le décret du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer notre indépendance et la conformité de nos travaux avec les textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 3 personnes entre le 21 janvier et le 27 avril 2015 pour une durée de 5.5 jours avec un audit au siège administratif le 15 avril 2015.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et conformément à la norme professionnelle des experts comptables applicable aux attestations particulières.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons effectué les travaux suivants :

- nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables concernés, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent ;
- nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce ;
- nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce, avec les limites présentées dans le paragraphe « Informations liées à la réglementation RSE », à savoir l'exclusion de la filiale Esmeralda ;
- en cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Sur la base de ces travaux, nous attestons la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons identifié les personnes responsables de la mise en place du processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle des informations visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations.

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application de ce processus et de ces procédures avec le président directeur général et les chefs comptables.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Nous avons en particulier étudié :

- informations sociales : l'effectif total, la répartition des salariés par genre, l'organisation du temps de travail, l'absentéisme ;

- informations environnementales : la consommation d'eau, la consommation d'énergie ;
- informations sociétales : l'importance de la sous-traitance.

Pour ces informations RSE que nous avons considérées les plus importantes :

- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 100% des effectifs.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère.

Toulouse, le 27 Avril 2015

L'Organisme Tiers Indépendant,



Cabinet de Saint Front

Jacques de Saint Front

LA CHAUSSERIA

Société anonyme au capital de : 1.830.021 €
Siège Social : 68 rue de Passy
75016 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice au 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de votre société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Appréciation des règles et principes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société et décrits dans l'annexe aux comptes annuels, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

- La note « *Principes, règles et méthodes comptables* » de l'annexe décrit les modalités de comptabilisation des éléments incorporels (fonds de commerce) et les raisons pour lesquelles aucune provision pour dépréciation n'a été effectuée.
- La note « *Principes, règles et méthodes comptables* » de l'annexe décrit les modalités de provision pour dépréciation des stocks.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations de la Direction et à comparer avec les réalisations correspondantes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

MARSEILLE, le 27 avril 2015

T. KALPAC



LA CHAUSSERIA

Société anonyme au capital de : 1.830.021 €
Siège Social : 68 rue de Passy
75016 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par la Présidente de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient à Madame la Présidente d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport de Madame la Présidente. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

MARSEILLE, le 27 avril 2015

T. KALPAC



LA CHAUSSERIA

Société anonyme au capital de : 1.830.021 €
Siège Social : 68 rue de Passy
75016 PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article, 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis des conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé suivantes à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article 225-38 du code de commerce :

➤ Concernant les loyers versés à la SCI LANGUEDOC (Gérante Madame PHILIP) :

⇒ au titre du magasin de PERPIGNAN

24.000 € HT

➤ Concernant la Société ESMERALDA :

- ⇒ Convention de prêt du 03/02/2014 : Afin que la Société ESMERALDA puisse rapidement racheter les murs et le matériel d'une usine en dépôt de bilan, LA CHAUSSERIA lui a versé une somme de 460.523 € en 2012.
Cette somme est prêtée sans intérêts, et sera remboursable en 10 ans, à compter de l'exercice 2015.
- ⇒ Convention de redevance Marque : Afin de pouvoir utiliser la Marque « Janie PHILIP » propriété de la CHAUSSERIA, la Société ESMERALDA s'engage à verser une redevance égale à 2 % de son chiffre d'affaires annuel.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Concernant les loyers versés à la SCI LANGUEDOC (Gérante Madame PHILIP) :

- | | |
|--------------------------------------|--------------------|
| ➤ au titre du magasin de MONTPELLIER | <u>25.724 € HT</u> |
| ➤ au titre du magasin de TOULON | <u>26.320 € HT</u> |

MARSEILLE, le 27 avril 2015

T. KALPAC

